

Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe



14107142

BRUXELLES

16 MAI 2014

Greffe

N° d'entreprise : 0552.737.177

Dénomination

(en entier) : **NEO**

(en abrégé) :

Forme juridique : Société coopérative à responsabilité limitée

Siège : B - 1020 - Bruxelles, Place de Belgique, 1
(adresse complète)**Objet(s) de l'acte : CONSTITUTION - NOMINATIONS**

D'un acte reçu par Maître Louis-Philippe MARCELIS, notaire associé à Bruxelles, le 8 mai 2014, en cours d'enregistrement, il résulte que :

1. La REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,
2. La VILLE DE BRUXELLES,

3. L'association sans but lucratif « LE PARC DES EXPOSITIONS DE BRUXELLES », dont le siège social est établi à Bruxelles (B-1020 Bruxelles), Place de Belgique, 1, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0406.655.573/RPM Bruxelles,

ont requis le notaire soussigné de constater authentiquement qu'ils constituent une société de droit public sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée, dénommée NEO, ayant son siège social à Bruxelles (B-1020 Bruxelles), Place de Belgique, 1, dont la part fixe du capital s'élève à soixante-quatre millions d'euros (64.000.000,00- EUR) représentée par soixante-quatre mille (64.000) parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un soixante-quatre-millième de l'avoir social, qu'ils déclarent souscrire comme suit :

- La Région de Bruxelles-Capitale souscrit à trente-deux mille (32.000) Parts de Catégorie A; et
- La Ville de Bruxelles souscrit à trente et un mille neuf cent nonante-six (31.996) Parts de Catégorie B
- L'association sans but lucratif « Le Parc des Expositions de Bruxelles » souscrit à quatre (4) Parts de Catégorie B.

Toutes les parts sociales sont souscrites et libérées à concurrence de seize millions sept cent cinquante mille euros (16.750.000,00- EUR), par des versements en espèces qu'elles ont effectués sur un compte spécial ouvert au nom de la société en formation auprès de la banque BELFIUS BANQUE sous le numéro IBAN BE59 0910 1986 5326.

STATUTS.**TITRE I FORME -- DENOMINATION -- SIEGE SOCIAL -- OBJET -- DUREE****Article 1 - Définitions**

(on omet)

Article 2 - Forme -- Dénomination.

La société est une société coopérative à responsabilité limitée. Ses actes sont réputés commerciaux. La société est régie par le Code des sociétés, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par ou en vertu de l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale visée ci-avant.

Elle est dénommée « NEO ».

Article 3 - Siège social.

Le siège social est établi à Bruxelles (B-1020 Bruxelles), Place de Belgique, 1.

Par simple décision du conseil d'administration, la société peut établir en Belgique des sièges administratifs, succursales ou dépôts.

Article 4 - Objet.

La société a pour objet, dans une perspective d'intérêt général, toute activité qui s'inscrit de manière directe ou indirecte dans le cadre de l'aménagement et du développement du plateau du Heysel et de sa gestion opérationnelle subséquente, en ce compris l'exploitation d'un ou plusieurs des bâtiments qui y seraient érigés.

En vue de la réalisation de cet objet, la société pourra, pour compte propre, pour compte de tiers ou en association, sous quelque forme que ce soit, seule ou avec des tiers, réaliser toutes opérations d'acquisition, de cession, de promotion, de développement et d'investissement en matière immobilière comprenant notamment :

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 27/05/2014 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature

* la gestion de tout type de marché public et toute activité y afférente, notamment les marchés publics NEO1 et NEO2, en ce compris l'exercice des compétences de pouvoir adjudicateur ;

* toute activité liée à la rénovation, la construction de tous immeubles ainsi que la gestion, l'entretien, la réparation et de la mise en valeur de ceux-ci;

* la délégation de sa qualité de maître d'oeuvre, ainsi que la responsabilité de tous travaux de réaménagement ou autres à toutes personnes privées ou publiques, le tout suivant les modalités et dans les limites qu'elle déterminera;

* exercer la gestion de tous biens immeubles ou de tous droits réels immobilier, en ce compris la délégation de cette gestion;

* l'investissement dans tous biens immeubles ou dans tous droits réels immobiliers bâtis ou non bâtis;

* l'aliénation ou la constitution de tous droits réels immobiliers portant sur tous les éléments de son patrimoine;

* la gestion de tous services et prestations au bénéfice des occupants du plateau du Heysel.

La société pourra également:

* exercer la gestion opérationnelle d'immeubles et d'activités sur le site du plateau du Heysel une fois ceux-ci réaménagés, et notamment du Centre de conventions;

* exercer la gestion d'activités dans le cadre de marchés publics ou de concessions domaniales et/ou de services;

* effectuer toutes études et prester toutes missions de consultance;

* accomplir toutes opérations de nature à favoriser directement ou indirectement son activité de gestion opérationnelle;

* utiliser et aliéner l'ensemble de ses biens corporels et incorporels;

* constituer des garanties et octroyer des sûretés en rapport avec l'aménagement ou le développement du plateau du Heysel ou de nature à favoriser les intérêts de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Ville de Bruxelles en rapport avec le développement du plateau du Heysel ;

* acquérir des recettes en fournissant des prestations à des tiers ou en valorisant les biens meubles et immeubles dont elle est propriétaire ou gestionnaire;

* recevoir des subventions de toutes personnes morales de droit public;

* s'intéresser, par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de prise de participation ou toute autre forme d'investissement ou titre ou droit mobiliers, d'intervention financière ou autrement avec participation à la gestion, dans toutes affaires, entreprises, associations, institutions ou sociétés de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères, dont l'objet social est en rapport avec l'aménagement ou le développement du plateau du Heysel ou de

nature à favoriser les intérêts de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Ville de Bruxelles en rapport avec le développement du plateau du Heysel; et

* effectuer toutes opérations immobilières, financières, industrielles, commerciales ou civiles qui sont directement ou indirectement en rapport avec son objet social.

Article 5 - Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

TITRE II : CAPITAL SOCIAL

Article 6 : Part fixe

Le capital social est illimité.

La part fixe du capital social est fixée à soixante-quatre millions d'euros (64.000.000,00 EUR). Elle est représentée par soixante-quatre mille (64.000) parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une part égale du capital social, dont trente-deux mille (32.000) Parts de Catégorie A et trente-deux mille (32.000) Parts de Catégorie B.

La totalité des Parts de Catégorie A sont détenues par la Région de Bruxelles-Capitale.

Les Parts de Catégorie B sont détenues à concurrence de nonante pour-cent (90%) minimum par la Ville de Bruxelles, et à concurrence de dix pourcent (10%) maximum par le ou les autres Associés de Catégorie B.

La portion du capital social qui dépasse le montant de la part fixe peut varier, sans qu'une modification des statuts ne soit exigée, conformément à l'article 8.

Article 7 - Appel de fonds

(on omet)

TITRE III : TITRES

Article 9 – Nature des titres

Les Parts sont nominatives.

(on omet)

Article 10 – Indivisibilité - Usufruit

(on omet)

Article 11 - Transfert

(on omet)

Article 12 – Emprunts – Emission

(on omet)

TITRE IV - ASSOCIES

Article 13 – Agrément – Conditions d'Admission

Sont Associés :

1. les Associés Fondateurs; et

2. les sociétés, entités ou personnes morales de droit public sur lesquelles la Ville de Bruxelles exerce, directement ou indirectement, un Contrôle et qui sont agréées par le conseil d'administration aux conditions de quorum et de majorité requises à l'article 22 des présents statuts. Le conseil d'administration statue souverainement et n'a pas à motiver sa décision.

L'agrément en qualité d'Associé implique l'adhésion aux statuts.

Article 14 – Perte de la qualité d'Associé

Les Associés Fondateurs ne peuvent en aucun cas perdre la qualité d'Associé.

Les Associés non Fondateurs cessent de faire partie de la société par leur dissolution.

En cas de dissolution d'un Associé non Fondateur, les Parts de ce dernier seront automatiquement transférées à la Ville de Bruxelles.

Article 15 – Démission et retrait de Parts

Toute démission et tout retrait de Parts par un Associé Fondateur de la société est interdit.

La démission ou le retrait de Parts par un Associé Non Fondateur peut en revanche intervenir à tout moment.

Tout Associé non Fondateur peut en revanche démissionner de la société à tout moment. Nonobstant ce qui précède, si la démission d'un Associé non Fondateur intervient plus de six mois après le commencement de l'exercice social, sa démission ne sortira ses effets que le premier jour de l'exercice social suivant celui au cours duquel elle aura été donnée.

En toute hypothèse, la démission ou le retrait d'un Associé non Fondateur n'est autorisé que dans la mesure où il n'a pas pour effet de réduire le capi-tal à un montant inférieur à la part fixe ou de réduire le nombre des associés à moins de trois.

L'Associé non Fondateur démissionnaire a uniquement droit au remboursement de ses Parts ainsi que de l'éventuelle prime d'émission y afférente.

Le remboursement des Parts a lieu dans le courant de l'exercice au cours duquel auront été approuvés les comptes annuels permettant de déterminer la valeur de remboursement, pour autant qu'il ne porte pas atteinte à la part fixe du capital. Si c'était le cas, le remboursement serait postposé jusqu'au moment où les conditions le permettraient, sans intérêts jusqu'alors.

Article 16 – Retrait de versements

(on omet)

Article 17 – Exclusion

Les Associés Fondateurs ne peuvent être exclus, même pour de justes motifs.

Tout Associé non Fondateur peut être exclu pour justes motifs.

L'exclusion est prononcée par l'assemblée générale aux conditions de quorum et de majorité requises à l'article 34.4 des présents statuts.

L'Associé dont l'exclusion est demandée doit être invité à faire connaître ses observations par écrit, devant l'assemblée générale, dans le mois de l'envoi d'un pli recommandé contenant la proposition motivée d'exclusion.

S'il le demande dans l'écrit contenant ses observations, l'Associé doit être entendu.

La décision d'exclusion doit être motivée et constatée conformément à l'article 370 du Code des sociétés. Une copie conforme de la décision est adressée, par les soins de l'organe d'administration, dans les quinze jours à l'as-socié exclu, par lettre recommandée.

Il est fait mention de l'exclusion dans le registre des Parts.

Article 18 – Responsabilité

Les Associés ne sont passibles des dettes sociales que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Il n'existe entre eux ni solidarité, ni indivisibilité.

TITRE V – ADMINISTRATION ET CONTRÔLE

Article 19 – Composition et Administration

19.1 La société est administrée par un conseil d'administration composé de quatorze (14) administrateurs, formant un collège, dont sept (7) Administrateurs A et sept (7) Administrateurs B .

Les mandats d'administrateurs sont renouvelables et sont nommés pour une durée de 5 ans. Ils sont révocables à tout moment, sans préavis, ni indemnités.

Les mandats d'administrateurs sont exercés à titre gratuit.

19.2 Chaque administrateur est nommé par l'assemblée générale. L'association sans but lucratif « Le Parc des Expositions de Bruxelles » présente un candidat pour au moins un des mandats d'Administrateur B. Les Associés chargés de proposer un candidat à un mandat informeront les autres Associés de l'identité des candidats au plus tard deux (2) semaines avant l'assemblée générale au cours de laquelle l'administrateur en question doit être nommé.

Le droit de remplacer un administrateur appartient aux Associés de la Catégorie concernée qui a initialement proposé l'administrateur à remplacer conformément au présent article.

19.3 En cas de vacance d'un ou de plusieurs mandats d'Administrateur A ou B et si un Administrateur A ou B doit être coopté, celui-ci devra être présenté par les administrateurs appartenant à la même catégorie que celle dont était issu l'administrateur dont le mandat est devenu vacant. La nomination du remplaçant sera confirmée par la plus prochaine assemblée générale.

Le mandat de tout administrateur sortant non réélu cesse immédiatement après l'assemblée générale qui a statué sur son remplacement.

19.4 (on omet)

Article 20 - Présidence - Secrétaire.

(on omet)

Article 21 - Réunions - Convocations

21.1 Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du Président ou de l'administrateur qui le remplace, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

21.2 Deux membres du conseil d'administration peuvent demander au Président de convoquer le conseil d'administration afin de délibérer sur l'ordre du jour qu'ils déterminent. Le Président est lié par les demandes qui lui sont ainsi adressées et doit procéder à la convocation demandée dans les cinq (5) jours ouvrables de la réception de la demande. Il doit également immédiatement convoquer le conseil d'administration en vue d'une réunion à bref délai lorsqu'un événement imprévu se produit nécessitant que le conseil d'administration prenne des mesures pour éviter à la société un dommage grave et imminent.

21.3 (on omet)

21.4 Tout administrateur sera autorisé à donner procuration à un autre administrateur afin de le représenter à une quelconque réunion du conseil d'administration. Un administrateur peut être détenteur de plusieurs procurations. Toute voix exprimée par un administrateur représentant un autre administrateur sera comptée comme une voix exprimée par l'administrateur représenté. En outre, tout représentant permanent d'une personne morale nommée administrateur sera autorisé à donner procuration à une autre personne physique désignée au sein des mandataires ou du personnel de la personne morale administrateur afin de la représenter à une quelconque réunion du conseil d'administration. Toute voix exprimée par une personne représentant le représentant permanent d'une personne morale sera comptée comme une voix exprimée par la personne morale administrateur.

21.5 (on omet)

Article 22 - Délibérations du conseil d'administration

22.1 Les décisions du conseil d'administration requièrent qu'au moins la moitié des administrateurs soient présents ou représentés, dont au moins trois (3) Administrateurs A et trois (3) Administrateurs B.

22.2 Si le quorum requis n'est pas satisfait lors d'une réunion du conseil d'administration, et sauf en cas d'urgence dûment justifiée, la réunion sera, moyennant une convocation envoyée le jour ouvrable suivant, ajournée à la semaine suivante. Lors de cette nouvelle réunion, le quorum de présence sera

fixé à quatre (4) administrateurs, dont au moins deux (2) Administrateurs A et deux (2) Administrateurs B.

22.3 Sauf s'il a reçu procuration d'un ou plusieurs autre(s) administrateur(s), chaque administrateur dispose d'une voix.

22.4 Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés, le conseil d'administration adopte ses décisions à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou représentés.

22.5 Nonobstant les articles 22.1, 22.2 et 22.4 ci-dessus, les décisions suivantes du conseil d'administration requièrent (i) qu'au moins quatre (4) Administrateurs A et quatre (4) Administrateurs B soient présents ou représentés et (ii) que les décisions soient approuvées à la majorité simple des Administrateurs A présents ou représentés et à la majorité simple des Administrateurs B présents ou représentés:

* l'agrément d'un Associé de Catégorie B;

* la détermination du budget annuel de la société;

* la délégation de la gestion journalière à un des Associés ou à un ou plusieurs de ses représentants;

* la conclusion d'une dette ou d'un prêt pour un montant principal égal ou supérieur à un million d'euros (1.000.000,00- EUR) et inférieur à un montant de cinq millions (5.000.000,00- EUR);

* la conclusion de convention susceptible d'engager la société pour un montant égal ou supérieur à un million d'euros (1.000.000,00- EUR) et qui dépasse le cours normal des affaires de la société.

22.6 En cas de partage des voix, le Président n'a pas de voix prépondérante.

22.7 Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit. Il ne pourra pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels.

Article 23 – Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Article 24 - Gestion journalière

24.1 Le conseil d'administration peut, aux conditions de majorité et de quorum déterminées à l'article 22.5, conférer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion :

* soit à un ou plusieurs de ses membres qui portent le titre d'administrateur délégué;

* soit à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs choisis en dehors des membres du conseil d'administration;

* soit à un des Associés ou à un ou plusieurs de ses représentants.

24.2 Par gestion journalière, il faut notamment entendre l'adoption des décisions suivantes :

* toute délégation de pouvoirs portant sur des engagements d'un montant inférieur à deux cent mille euros (200.000,00- EUR) et toute modification substantielle ou tout retrait de ceux-ci ;

* tout octroi de garanties, de sûretés ou de privilèges portant sur un montant inférieur à deux cent mille euros (200.000,00- EUR) ;

* toute réalisation d'un investissement inférieur à deux cent mille euros (200.000,00- EUR) ;

* toute approbation de dépenses excédant les montants budgétés à concurrence d'un montant inférieur à deux cent mille euros (200.000,00- EUR);

* tout transfert d'actifs dans le cadre des opérations habituelles ainsi que tout transfert d'actifs en dehors des opérations courantes habituelles portant sur un montant inférieur à deux cent mille euros (200.000,00- EUR) ;

* toute réalisation d'une acquisition ou d'une cession d'immeuble ou de droits immobiliers portant sur un montant inférieur à deux cent mille euros (200.000,00- EUR) ;

* toute introduction, toute défense et tout règlement de contentieux ou litiges portant sur un montant supérieur à deux cent mille euros (200.000,00- EUR), à l'exception de toutes difficultés, contestations ou litiges entre la société et l'un des Associés ;

* tout affacturage ou cession de créances portant sur un montant inférieur à deux cent mille euros (200.000,00- EUR) ;

* toute conclusion d'un contrat (ou d'un engagement) portant sur un montant inférieur à deux cent mille euros (200.000,00- EUR) par an ;

* toute embauche, tout licenciement ou toute modification significative des conditions d'embauche d'un membre du personnel de la société autre que le directeur général ou le directeur financier.

24.3 En outre, le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs spéciaux et limités à tout mandataire.

24.4 De même, les délégués à la gestion journalière, administrateurs ou non, peuvent conférer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire mais dans les limites de leur propre délégation.

24.5 En cas de coexistence de plusieurs délégations de gestion journalière ou de délégations spécifiques de pouvoirs, le conseil d'administration fixera les attributions respectives, en précisant si les mandataires peuvent agir seuls ou conjointement.

24.6 (on omet)

24.7 (on omet)

Article 25 - Représentation de la société

La société est représentée, y compris dans les actes et en justice (en ce compris devant le Conseil d'Etat):

* soit par deux administrateurs de catégories différentes agissant conjointement;

* soit, dans les limites de la gestion journalière et des pouvoirs qui leur ont été conférés, par le ou les délégués à cette gestion agissant seuls ou conjointement, conformément à la décision du conseil d'administration. En cas de silence de la décision du conseil d'administration, chaque délégué à la gestion journalière peut agir seul;

* soit, dans la limite de leur mandat, par un ou des mandataires spéciaux, agissant seuls ou conjointement, conformément à la décision du conseil d'administration. En cas de silence de la décision du conseil d'administration, chaque mandataire spécial peut agir seul.

Ces représentants n'ont pas à justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable du conseil d'administration.

Article 26 - Rémunération

(on omet)

Article 27 - Contrôle.

(on omet)

TITRE VI - ASSEMBLEE GENERALE

Article 28 – Composition et pouvoirs

L'assemblée générale se compose de tous les Associés.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même les absents ou dissidents.

Elle possède les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi et les présents statuts dans la mesure où il n'y est pas dérogé par ou en vertu d'une ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale.

Elle a seule le droit d'apporter des modifications aux statuts. Les modifications apportées aux statuts ne prennent cependant effet qu'après l'approbation tant du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale que du Conseil communal de la Ville de Bruxelles, étant entendu que les Associés sont tenus de soumettre pour approbation toutes modifications aux statuts respectivement au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Conseil communal de la Ville de Bruxelles et ce, dans un délai de deux mois suivant l'adoption desdites modifications par l'assemblée générale de la société.

Elle a seule le droit de nommer les administrateurs, de les révoquer, de prendre acte de leur démission et de leur donner décharge de leur administration, ainsi que d'approuver les comptes annuels.

Article 29 – Réunions et convocations

Les assemblées se réunissent au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation, à l'initiative du conseil d'administration. Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

L'assemblée est convoquée par le conseil d'administration, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, par simples lettres signées par la Président du conseil d'administration adressées quinze jours au moins avant la date de la réunion.

Elle doit l'être une fois par an, dans un délai de cinq mois suivant la clôture de l'exercice social et ce aux lieu, jour et heure fixés par le conseil d'administration, pour statuer sur les comptes annuels et la décharge.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, cette assemblée se réunit de plein droit le premier mardi du mois de juin de chaque année.

Si ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, l'assemblée se tient le premier jour ouvrable suivant.

Elle doit l'être également dans le mois de sa réquisition sur la demande de la Région de Bruxelles-Capitale ou de la Ville de Bruxelles.

Article 30 – Droit de vote

30.1 Chaque Part représentative de la part fixe du capital social donne droit à une voix, de sorte que les droits de vote à l'assemblée générale de la société soient répartis pour moitié entre l'Associé de Catégorie A et pour moitié entre les Associés de Catégorie B.

Les Parts représentatives de la part variable du capital social n'ont pas le droit de vote à l'assemblée générale des Associés. Ces dernières ont une voix consultative uniquement.

La répartition des droits de vote entre les Associés de Catégorie B est déterminée au prorata du nombre des Parts de Catégorie B que chacun d'eux détient et qui sont représentatives de la part fixe du capital social.

30.2 Le droit de vote afférent aux parts dont les versements exigibles ne sont pas effectués, est suspendu, de même que le droit au dividende.

30.3 Le conseil communal de la Ville de Bruxelles désigne, au début de chaque législature communale, la ou les personnes qui seront chargées, avant chaque assemblée générale de la société, de désigner le conseiller communal qui représentera la Ville de Bruxelles lors de ladite assemblée générale.

L'assemblée générale de l'association sans but lucratif « Le Parc des Expositions de Bruxelles » désigne au début de chaque législature communale, la ou les personnes qui seront chargées, avant chaque assemblée générale de la

société, de désigner le délégué qui représentera l'association sans but lucratif « Le Parc des Expositions de Bruxelles » lors de ladite assemblée générale.

Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale désigne, au début de chaque législature régionale, la ou les personnes qui seront chargées, avant chaque assemblée générale de la société, de désigner le délégué qui représentera la Région de Bruxelles-Capitale lors de ladite assemblée générale.

Article 31 - Représentation

(on omet)

Article 32 - Bureau

(on omet)

Article 33 – Délibérations de l'assemblée générale

33.1 L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si au moins septante-cinq pour cent (75%) des Parts représentatives de la part fixe du capital social sont présentes ou représentées.

33.2 Si une première assemblée ne réunit pas le quorum susmentionné de septante-cinq pour cent (75%), une nouvelle assemblée générale devra être convoquée avec le même ordre du jour et cette nouvelle assemblée générale pourra valablement délibérer quel que soit le nombre de Parts représentatives de la part fixe du capital social présentes ou représentées.

33.3 Sans préjudice de toute disposition plus stricte requise par la loi ou les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale des Associés sont valablement adoptées par une majorité simple des suffrages exprimés.

33.4 Nonobstant les articles 33.1, 33.2 et 33.3 ci-dessus et sous réserve des quorums et majorités plus stricts requis en vertu de la loi ou de l'ordonnance du 27 février 2014, les décisions suivantes de l'assemblée générale requièrent (i) qu'au moins septante-cinq pour-cent (75%) de chacune des Catégories de Parts

représentatives de la part fixe du capital social soient présentes ou représentées lors de l'assemblée et (ii) que ces décisions soient approuvées à la majorité des trois-quarts des voix par les Associés présents ou représentés :

* la vente, la fusion, la scission ou toute autre forme de transfert de l'universalité du patrimoine de la société; et

* la modification des statuts (en ce compris mais sans limitation la modification de la forme juridique ou de l'objet social de la société étant entendu que toute modification aux présents statuts ne sortira ses effets qu'après approbation par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Conseil communal de la Ville de Bruxelles ; et

* la conclusion d'une dette ou d'un prêt pour un montant principal égal ou supérieur à cinq millions d'euros (5.000.000,00- EUR).

Article 34: Assemblée générale par procédure écrite – Délibérations électroniques

(on omet)

Article 35 – Procès-verbaux

(on omet)

Article 36 – Prorogation

(on omet)

TITRE VII - EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS

Article 37 – Ecriture sociales

L'exercice social commence le 1er janvier de chaque année civile pour se clôturer le 31 décembre de ladite année civile.

Chaque année, le conseil d'administration dressera l'inventaire et établira les comptes annuels. Ceux-ci comprennent le bilan, le compte des résultats ainsi que l'annexe.

Article 38- Distribution

(on omet)

TITRE VIII- DISSOLUTION, LIQUIDATION

Article 39 - Dissolution

La société ne peut être dissoute anticipativement que par décision de l'assemblée générale prise dans les conditions prévues à l'article 33.4. La décision de l'assemblée générale ne prend effet qu'après avoir été approuvée par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et par le conseil communal de la Ville de Bruxelles. La décision du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale règle le mode et les conditions de la dissolution de la société.

Toutes les autres causes de dissolution, en ce compris celles prévues aux articles 431 et 432 du Code des sociétés, ne sont pas applicables.

TITRE VII : DISPOSITIONS GENERALES

Article 40 : Compétence judiciaire

(on omet)

Article 41: Droit commun

(on omet)

TITRE VIII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

I. ASSEMBLEE GENERALE

A l'instant, les comparantes déclarent prendre à l'unanimité les décisions suivantes qui prendront effet dès le dépôt au greffe du tribunal de commerce d'un extrait de l'acte constitutif de la société.

1) Clôture du premier exercice social.

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera à compter du dépôt au greffe du tribunal de commerce d'un extrait de l'acte constitutif de la société et se clôturera le trente et un décembre deux mille quinze.

2) Première Assemblée.

La première Assemblée générale est fixée le mardi sept juin deux mille seize.

3) Administrateurs.

Le nombre des administrateurs est fixé à quatorze (14).

Sont appelés à ces fonctions :

Pour les Administrateurs A :

1) Monsieur NICOLAS Stéphane Philippe M., domicilié à Uccle (B - 1180 - Bruxelles), rue Beeckman, 52, inscrit au registre national sous le numéro 67.08.31-017.31.

2) Monsieur VANDENABEELE Geert Peter Altbertina, domicilié à Schaerbeek (B-1030 Bruxelles), avenue Rogier 86, inscrit au registre national sous le numéro 720309-275-18

3) Monsieur CORNELIS Stefan, domicilié à Uccle (B - 1180 - Bruxelles), rue Gatti de Gamond, 251/2.

4) Monsieur ERBUER Merlijn domicilié à Bruxelles (B-1020 Bruxelles), rue Edmond Tollenaere 56 boîte 17, inscrit au registre national sous le numéro 82.03.01-365.87

5) Monsieur CRAHAY Antoine Jean Albert, domicilié à Bruxelles (B-1000 Bruxelles), 34 rue des Fabriques, au registre national sous le numéro 770204-065.88

6) Monsieur GUENNED Abbes domicilié à Woluwé-Saint-Pierre (B-1150 Bruxelles), avenue de Tervuren, 227/12, inscrit au registre national sous le numéro 581127-375-13.

7) Monsieur GOLDSTEIN Yves, domicilié à Schaerbeek (B-1030 Bruxelles) avenue Huart-Hamoir, 101, inscrit au registre national sous le numéro 780116-201.91.

Pour les Administrateurs B :

8) Monsieur DINEUR Henri, domicilié à Saint-Gilles (B-1060 Bruxelles), chaussée de Waterloo, 326, inscrit au registre national sous le numéro 70.10.22-357.38

9) Monsieur CLOSE Philippe, domicilié à Bruxelles (B-1000 Bruxelles), rue des Fabriques, 59 71.03.18-045.54

10) Monsieur DELFORGE Gilles, domicilié 153, av Général Médecin Derache à 1050 Bruxelles, inscrit au registre national sous le numéro 75.06.21-255.83

11) Madame PERSOONS Ans, domiciliée à Bruxelles (B-1000 Bruxelles), boulevard de Dixmude, 49, inscrite au registre national sous le numéro 79.04.30-214.88

12) Monsieur DE SMEDT Dirk Raymond Maria, domicilié à Boulevard Maurice Lemmonier, 22/5 à Bruxelles, inscrit au registre national sous le numéro 750529-197-58.

13) Madame ISSI Vanessa domiciliée à Bruxelles (B-1000 Bruxelles) chaussée de Vleurgat, 184, inscrite au registre national sous le numéro 70.05.23-062.74 et

14) Monsieur DHONDT Bernard Arthur, domicilié à Bruxelles (B-1050 Bruxelles), avenue Franklin Roosevelt, 32/13, inscrit au registre national sous le numéro 47.11.09-087.38

Ils exerceront leur mandat jusqu'à l'assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'exercice social clôturé le 31 décembre 2015.

4) Commissaire.

Le Commissaire de la société sera désigné lors d'une prochaine assemblée générale des associés.

5) Commissaires du gouvernement :

Sont nommés Commissaires du gouvernement :

- Sur présentation du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale : Madame WAKNINE Bety, domiciliée à Forest (B - 1190 - Bruxelles), avenue Molière, 54, inscrite au registre national sous le numéro 78.07.04-232.74.

Volet B - Suite

- sur présentation du Ministre du Budget : Monsieur REINHARD Tom Gustav Hugo Frans, domicilié à avenue du Roi, 228 à Forest (B – 1190 – Bruxelles), inscrit au registre national sous le numéro 80.01.08-189.94.

6) Reprise des engagements conclus au nom de la société en formation

Le notaire soussigné appelle l'attention des comparantes sur la nécessité pour la société de reprendre les engagements pris au nom de la société en formation, et avant l'acquisition par celle-ci de la personnalité juridique, dans les deux mois suivant le dépôt de l'acte de constitution au greffe du tribunal du commerce.

6) Mandat spécial

Monsieur Thomas Simon, avec droit de substitution, est désigné en qualité de mandataire ad hoc de la société, afin de signer tous documents et de procéder aux formalités requises pour inscrire la société en qualité d'entreprise commerciale auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, demander son immatriculation à la Taxe sur la valeur ajoutée, l'affilier à une caisse d'assurances sociales et, pour autant que de besoin, l'enregistrer auprès de toutes autres administrations.

Aux effets ci-dessus, le mandataire ad hoc aura le pouvoir de représenter la société auprès d'un guichet d'entreprises, auprès de l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, auprès d'une caisse d'assurances sociales et auprès de toutes autres administrations ; il pourra prendre tous engagements au nom de la société, faire telles déclarations qu'il y aura lieu, signer tous documents et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du mandat lui confié.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME

(Signé) Louis-Philippe Marcelis, notaire associé

Déposée en même temps : une expédition (1 attestation bancaire et 3 procurations)

Rep. nr.

NEO

Publiekrechtelijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
Maatschappelijke zetel: Belgiëplein 1, 1020 Brussel

=====

OPRICHTING BENOEMINGEN MACHTEN

=====

Op Mei 8 tweeduizend veertien.

Zijn te Brussel, Groot Mark 14.

Voor ons, Meester Louis-Philippe Marcelis, notaris met standplaats te Brussel.

VERSCHEENEN:

- 1 Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn [Minister-President][], handelend in uitvoering van een ordonnantie van 24 februari 2014, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 2 april 2014, onder het nummer C 2014/31206, dat krachtens de hierbij gevoegde onderhandse volmacht van Mijnheer Yves Goldstein, geboren in Ukkel 16 januari 2014 wonende te Huart Hamoir 101 te 1030 Brussel (identiteikaart 591-4185277-23, rijksregister 78.01.16-201.91 heeft aangesteld als zijn bijzondere mandataris door een volmacht van 7 mei 2014.
- 2 De Stad Brussel, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, handelend in uitvoering van een beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 april 2014 (nummer 29 en 146), die krachtens de hierbij gevoegde onderhandse volmacht van Mijnheer Philippe Close geboren in Namen 18 maart 1970 wonende te Fabriekenstraat 59 te 1000 Brussel (identiteikaart 591-87567206-21) heeft aangesteld als haar bijzondere mandataris door een volmacht van 8 mei 2014.
- 3 De vereniging zonder winstoogmerk Tentoonstellingspark van Brussel, vertegenwoordigd door de raad van bestuurders, waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Belgiëplein 1 te 1020 Brussel, ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0406.655.573, die krachtens de hierbij gevoegde onderhandse volmacht van Mijnheer Henri Dineur geboren in Brussel op 22 oktober 1970 wonende te Waterloosteenweg 326 (identiteikaart 591-7950478-72) heeft aangesteld als haar bijzondere mandataris door een volmacht van 6 mei 2014.

De identiteit van de comparanten is vastgesteld aan de hand van hun identiteitskaart.

OPRICHTING

De comparanten hebben ons, na de ondergetekende notaris het financieel plan te hebben overhandigd dat voorgeschreven is door artikel 391 van het Wetboek van Vennootschappen, in hun gezegde hoedanigheid, verzocht te akteren dat zij onderling een publiekrechtelijke vennootschap oprichten in de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, NEO genoemd, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1020 Brussel, Belgiëplein 1, die onderworpen zal zijn aan de regels van het Wetboek van Vennootschappen voor zover daarvan niet afgeweken wordt door of krachtens bovenvermelde ordonnantie van 27 februari 2014, waarvan het vaste gedeelte van het kapitaal vierenzestig miljoen euro (64.000.000 EUR) bedraagt, vertegenwoordigd door [vierenzestigduizend (64.000) aandelen zonder vermelding van de nominale waarde, die elk één [vierenzestigduizendste van het vermogen vertegenwoordigen. Onderhavige statuten werden, conform

artikel 2 van de ordonnantie van 27 februari 2014, goedgekeurd bij beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 april 2014 en bij beslissing van de gemeenteraad van de Stad Brussel van 28 april 2014.

INSCHRIJVING - VOLSTORTING

De comparanten verklaren in te schrijven op vierenzestigduizend (64.000) aandelen zonder vermelding van de nominale waarde, die het vaste gedeelte van het kapitaal vertegenwoordigen, tegen de prijs van duizend euro (1.000 EUR) per aandeel, en dit als volgt:

- Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest schrijft in op tweeëndertig duizend (32.000) Aandelen van Categorie A; en

- De Stad Brussel schrijft in op eenendertigduizend negenhonderd negennegentig (31.999) Aandelen van Categorie B

- De vzw Tentoonstellingspark van Brussel schrijft in op één (1) Aandeel van Categorie B.

Zij verklaren dat de aldus ingeschreven Aandelen volgestort zijn ten bedrage van [zestien miljoen zehonderdvijftigduizend euro (16.750.000 EUR)], door stortingen in geld die zij hebben uitgevoerd op een bijzondere rekening, welke op naam van de vennootschap in oprichting geopend is bij de bank Belfius onder het nummer IBAN BE59 0910 1986 5326.

Wij, Notaris, bevestigen dat deze deponering overeenkomstig de wet is uitgevoerd.

De vennootschap beschikt bijgevolg thans over een bedrag van zestien miljoen zehonderdvijftig duizend euro (16.750.000 EUR).

OPRICHTERSVERANTWOORDELIJKHEID

De comparanten verklaren dat zij overeenkomstig artikel 401 van het Wetboek van Vennootschappen elk handelen in de hoedanigheid van oprichter.

STATUTEN COÖPERATIEVE VENNOOTSCHAP MET BEPERKTE AANSPRAKELIJKHEID *NEO*

TITEL I VORM – BENAMING – MAATSCHAPPELIJKE ZETEL – DOEL – DUUR

Artikel 1 - Definities

Met het oog op de uitvoering van onderhavige statuten worden aan de met hoofdletter geschreven termen de volgende betekenissen verleend:

Bestuurders A: de bestuurders die benoemd zijn op voordracht van de Vennoot van Categorie A.

Bestuurders B: de bestuurders die benoemd zijn op voordracht van de Vennoten van Categorie B.

Venno(o)t(en) : elke in artikel 13 van deze statuten bedoelde persoon die in het bezit is van Aandelen.

Vennoot van Categorie A: het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Venno(o)t(en) van Categorie B: de Stad Brussel, de vzw Tentoonstellingspark van Brussel en iedere publiekrechtelijke vennootschap, entiteit of rechtspersoon die Aandelen van Categorie B bezit en waarop de Stad Brussel rechtstreeks of onrechtstreeks Controle uitoefent.

Niet-Stichtende Venno(o)t(en): omvatten iedere Vennoot van Categorie B, met uitsluiting van de Stad Brussel en de vzw Tentoonstellingspark van Brussel.

Stichtende Venno(o)t(en): omvatten zowel het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Stad Brussel als de vzw Tentoonstellingspark van Brussel.

Vennotencategorie: elke categorie die respectievelijk samengesteld is uit de Vennoot van Categorie A en de Vennoten van Categorie B.

Aandelencategorie: elke categorie die respectievelijk samengesteld is uit de Aandelen van Categorie A en de Aandelen van Categorie B.

Aandelen : de deelbewijzen van de vennootschap.

Aandelen van Categorie A: de deelbewijzen waarop ingeschreven is door de Vennoot van Categorie A.

Aandelen van Categorie B: de deelbewijzen waarop de Vennoten van Categorie B bij de oprichting van de vennootschap hebben ingeschreven, alsook de deelbewijzen waarop de Vennoten van Categorie B hebben ingeschreven of die zij verworven hebben in de loop der tijd.

Controle: de bevoegdheid van rechtswege die voortvloeit uit het bezit van 100% van de stemrechten verbonden aan alle aandelen, deelbewijzen, effecten of vennootschapsrechten van de betrokken rechtspersoon, entiteit of vennootschap.

Artikel 2 - Vorm – Benaming.

De vennootschap is een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid. Haar handelingen worden geacht van commerciële aard te zijn. De vennootschap is onderworpen aan de regels van het Wetboek van Vennootschappen, voor zover daarvan niet afgeweken wordt door of krachtens de bovenvermelde ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Zij draagt de naam NEO.

Artikel 3 - Maatschappelijke zetel.

De maatschappelijke zetel wordt gevestigd te (1020) Brussel, Belgiëplein 1.

De vennootschap mag bij eenvoudige beslissing van de raad van bestuur administratieve zetels, filialen of depots in België oprichten.

Artikel 4 - Doel.

Het doel van de vennootschap omvat, in het licht van het algemeen belang, elke activiteit die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de inrichting en de ontwikkeling van de Heizelvlakte en met het latere operationeel beheer ervan, met inbegrip van de exploitatie van één of meerdere van de gebouwen die er worden opgetrokken.

Om dit doel te verwezenlijken, kan de vennootschap voor eigen rekening, voor rekening van derden of in samenwerking, onder welke vorm ook, alleen of met derden, alle handelingen verrichten die tot doel hebben vastgoed aan te kopen, over te dragen, te promoten, te ontwikkelen of erin te investeren. Deze handelingen omvatten meer bepaald:

- het beheer van alle soorten overheidsopdrachten en elke daarop betrekking hebbende activiteit, waaronder de overheidsopdrachten NEO1 en NEO2, en het uitoefenen van de bevoegdheden van aanbestedende overheid;
- iedere activiteit die verband houdt met de bouw en de renovatie van de gebouwen, alsook het beheer, het onderhoud, het herstel en de herwaardering ervan;
- het delegeren van haar hoedanigheid van bouwheer, alsook de verantwoordelijkheid voor alle herinrichtings- of andere werken aan om het even welke private of publieke persoon, en dit volgens de modaliteiten en binnen de perken die zij bepaalt;
- het waarnemen van het beheer van alle onroerende goederen of van alle onroerende zakelijke rechten en het delegeren van dit beheer;

- het investeren in alle onroerende goederen of zakelijke rechten op een bebouwd of onbebouwd goed;
- het vervreemden of vestigen van onroerende zakelijke rechten op alle onderdelen van haar patrimonium;
- het beheer van alle diensten en prestaties ten gunste van de gebruikers van de Heizelvlakte.

De vennootschap kan eveneens:

- van bepaalde gebouwen en activiteiten op de Heizelvlakte, zodra deze zijn heringericht, het operationeel beheer op zich nemen, onder meer voor het Conventiecentrum;
- in het kader van overheidsopdrachten of van een domein- en/of dienstconcessie instaan voor het beheer van bepaalde activiteiten;
- alle studies en consultancyopdrachten uitvoeren;
- alle handelingen verrichten die rechtstreeks of onrechtstreeks bevorderlijk zijn voor haar operationele beheersactiviteit;
- al haar materiële en niet-materiële goederen gebruiken en vervreemden;
- waarborgen en zekerheden stellen met het oog op de inrichting of de ontwikkeling van de Heizelvlakte of ter bevordering van de belangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Stad Brussel die kaderen in de ontwikkeling van de Heizelvlakte;
- inkomsten ontvangen door de levering van prestaties aan derden of door de roerende en onroerende goederen waarvan zij eigenaar of beheerder is, te gelde te maken;
- subsidies ontvangen van alle publiekrechtelijke rechtspersonen;
- door middel van een inbreng, overdracht, fusie, inschrijving, deelneming of elke andere vorm van investering in roerende effecten of rechten, financiële tussenkomst of anderszins met beheersparticipatie, een belang verwerven in alle publiek- of privaatrechtelijke zaken, ondernemingen, verenigingen, instellingen of vennootschappen in België of in het buitenland, waarvan het maatschappelijk doel verband houdt met de inrichting of de ontwikkeling van de Heizelvlakte of bevorderlijk is voor de belangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Stad Brussel die kaderen in de ontwikkeling van de Heizelvlakte; en
- alle onroerende, financiële, industriële, commerciële of burgerrechtelijke verrichtingen uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met haar maatschappelijk doel.

Artikel 5 - Duur

De vennootschap wordt opgericht voor onbepaalde duur.

TITEL II: KAPITAAL

Artikel 6: Vaste gedeelte

Het kapitaal is onbepaald.

Het vaste gedeelte van het kapitaal wordt vastgesteld op vierenzestig miljoen euro (64.000.000 EUR). Het wordt vertegenwoordigd door vierenzestigduizend (64.000) aandelen zonder vermelding van de nominale waarde, die elk een gelijk deel van het kapitaal vertegenwoordigen, waarvan tweëndertigduizend (32.000) Aandelen van Categorie A en tweëndertigduizend (32.000) Aandelen van Categorie B.

Alle Aandelen van Categorie A zijn in het bezit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Aandelen van Categorie B zijn voor minstens negentig procent (90%) in het bezit van de Stad Brussel en voor hoogstens tien procent (10%) in het bezit van de andere Venno(o)t(en) van Categorie B.

Conform artikel 8 kan het deel van het kapitaal dat het bedrag van het vaste gedeelte te boven gaat, variëren, zonder dat daarvoor een wijziging van de statuten is vereist.

Artikel 7 - Opvraging van storting

7.1 De te verrichten stortingen op de aandelen die niet volgestort werden bij de inschrijving, worden door de raad van bestuur opgevraagd via een ter post aangetekende brief, gericht aan iedere betalingsplichtige Vennoot.

7.2 De Vennoten krijgen minstens dertig (30) dagen tijd om de opgevraagde stortingen uit te voeren.

7.3 Indien de betaling op het vastgestelde tijdstip niet is uitgevoerd, is van rechtswege en zonder aanmaning een intrest aan het wettelijk tarief verschuldigd vanaf de dag van de eisbaarheid van de storting.

7.4 De raad van bestuur kan de Aandelen van Categorie A en de Aandelen van Categorie B in een verschillend tempo opvragen en, bovenop de sancties bedoeld in artikel 7.3 die automatisch van toepassing zijn, bijkomende boetes bepalen die voor een bepaalde categorie Aandelen gekoppeld zouden worden aan het uitblijven van de volstortingen die overeenkomstig artikel 7.1 op regelmatige wijze zijn opgevraagd en eisbaar geworden zijn.

7.5 De raad van bestuur kan beslissen dat de uitgifteprijs van de Aandelen van Categorie A en van de Aandelen van Categorie B een uitgiftepremie zal bevatten en het bedrag daarvan vastleggen.

Artikel 8 - Samenstelling van het veranderlijk kapitaal

Naast de aandelen waarop is ingeschreven ten tijde van de oprichting en die het vaste gedeelte van het kapitaal uitmaken, kan de raad van bestuur, in de loop van het bestaan van de vennootschap en zonder tussenkomst van de algemene vergadering, het veranderlijke gedeelte van het vennootschapskapitaal aanleggen door bijkomende aandelen uit te geven die overeenstemmen met de aanvullende inbreng van de Vennoten. Aan de aandelen die het veranderlijk kapitaal vertegenwoordigen, is geen stemrecht in de algemene vergadering van de Vennoten verbonden.

Indien de raad van bestuur het veranderlijke gedeelte van het vennootschapskapitaal verhoogt, bepaalt zij het bedrag dat bij de inschrijving volgestort dient te worden en, in voorkomend geval, de tijdstippen waarop de stortingen eisbaar zijn, alsook de eventuele rentevoet die bij gebrek aan tijdige storting op deze bedragen verschuldigd is of de eventuele sancties die in dat geval van toepassing zijn.

TITEL III: EFFECTEN

Artikel 9 – Aard van de effecten

De Aandelen zijn op naam.

De Aandelen die het vaste gedeelte van het kapitaal vertegenwoordigen, verlenen stemrecht in de algemene vergadering van de Vennoten, alsook het recht op dividenden.

Aan de Aandelen die het veranderlijke gedeelte van het kapitaal vertegenwoordigen, is geen stemrecht in de algemene vergadering van de Vennoten verbonden. Zij geven recht op dividenden alsook op een eventuele liquidatiebonus.

Overeenkomstig artikel 357 van het Wetboek van Vennootschappen wordt in de zetel van de vennootschap een Aandelenregister gehouden.

Artikel 10 – Ondeelbaarheid - Vruchtgebruik

10.1 De Aandelen zijn ondeelbaar ten opzichte van de vennootschap.

10.2 Indien het eigendomsrecht van de Aandelen gesplitst is, worden de rechten die eraan verbonden zijn uitgeoefend door de vruchtgebruiker. Indien een zekerheid gevestigd is op de Aandelen en tenzij door de partijen in de akte van zekerheidsstelling anders is overeengekomen, blijven de rechten die aan deze Aandelen verbonden zijn, uitgeoefend worden door de Venoot die eigenaar is van deze Aandelen.

Artikel 11 - Overdracht

Ten behoeve van artikel 11 wordt het woord overdracht gedefinieerd als de verkoop, de afstand, de overgang of de vestiging van alle rechten op of de vervreemding van Aandelen van de vennootschap, hetzij vrijwillig of onvrijwillig, tegen betaling of kosteloos, al dan niet onder algemene titel.

11.1 - Overdracht van de Aandelen van Categorie A

De Aandelen van Categorie A zijn absoluut onoverdraagbaar, zelfs tussen Vennoten.

11.2 - Overdracht van de Aandelen van Categorie B

Onverminderd de erkenning bedoeld in artikel 13, mogen de Aandelen van Categorie B enkel overgedragen worden aan publiekrechtelijke vennootschappen, entiteiten of rechtspersonen waarop de Stad Brussel rechtstreeks of onrechtstreeks Controle uitoefent, en op voorwaarde dat de Stad Brussel te allen tijde minstens negentig procent (90%) van de Aandelen van Categorie B in haar bezit houdt.

Artikel 12 – Leningen – Uitgifte

De vennootschap mag leningen aangaan. Onder dezelfde voorwaarden mag de vennootschap schuldinstrumenten of enig ander financieel instrument uitgeven. De algemene vergadering moet vooraf haar toestemming geven voor deze uitgifte, wanneer het gaat om een schuld of een lening waarvan het hoofdbedrag gelijk is aan of hoger is dan vijf miljoen euro (5.000.000 EUR);

TITEL IV - VENNOTEN

Artikel 13 – Erkenning – Toelatingsvoorwaarden

Zijn Vennoten:

- 1 de Stichtende Vennoten; en
- 2 de publiekrechtelijke vennootschappen, entiteiten of rechtspersonen waarop de Stad Brussel rechtstreeks of onrechtstreeks Controle uitoefent en die door de raad van bestuur erkend zijn onder de quorum- en meerderheidsvoorwaarden opgelegd door artikel 22 van onderhavige statuten. De raad van bestuur beslist soeverein en moet zijn beslissing niet motiveren.

De erkenning als Vennoot impliceert instemming met de statuten.

Artikel 14 – Verlies van de hoedanigheid van Vennoot

De Stichtende Vennoten kunnen in geen geval hun hoedanigheid van Vennoot verliezen.

De Niet-Stichtende Vennoten houden op deel uit te maken van de vennootschap ingevolge hun ontbinding.

In geval van ontbinding van een Niet-Stichtende Vennoot zullen de Aandelen van laatstgenoemde automatisch worden overgedragen aan de Stad Brussel.

Artikel 15 – Ontslag en terugtrekking van Aandelen

Elk ontslag of elke terugtrekking van Aandelen door een Stichtende Vennoot van de vennootschap is verboden.

Het ontslag of de terugtrekking van Aandelen door een Niet-Stichtende Vennoot kan daarentegen op om het even welk ogenblik plaatsvinden.

Iedere Niet-Stichtende Vennoot kan daarentegen op om het even welk ogenblik ontslag nemen uit de vennootschap. Indien een Niet-Stichtende Vennoot zijn ontslag indient meer dan zes maanden na het begin van het boekjaar, gaat zijn ontslag, niettegenstaande voorafgaande bepaling, pas in op de eerste dag van het boekjaar volgend op het jaar waarin het werd gegeven.

Het ontslag of de terugtrekking van een Niet-Stichtende Vennoot mag in geen geval tot gevolg hebben dat het kapitaal verminderd wordt tot een bedrag dat kleiner is dan het vaste gedeelte of het aantal vennoten herleid wordt tot minder dan drie.

De ontslagnemende Niet-Stichtende Vennoot heeft enkel recht op de terugbetaling van zijn Aandelen alsook van de eventuele uitgiftepremie die hieraan verbonden is.

De terugbetaling van de Aandelen vindt plaats in de loop van het boekjaar waarin de jaarrekeningen zijn goedgekeurd om zo de terugbetalingswaarde te kunnen bepalen, op voorwaarde dat deze het vaste gedeelte van het kapitaal niet aantast. Indien dit het geval zou zijn, wordt de terugbetaling uitgesteld tot het ogenblik waarop de voorwaarden het toelaten, zonder rente.

Artikel 16 – Terugneming van stortingen

Elke terugneming van stortingen door een Stichtende Vennoot is verboden.

Artikel 17 – Uitsluiting

De Stichtende Vennoten kunnen niet worden uitgesloten, zelfs niet om gegronde redenen.

Elke Niet-Stichtende Vennoot kan om gegronde redenen worden uitgesloten.

De uitsluiting wordt uitgesproken door de algemene vergadering onder de quorum- en meerderheidsvoorwaarden opgelegd door artikel 34.4 van onderhavige statuten.

De Vennoot wiens uitsluiting wordt gevraagd, moet worden verzocht zijn opmerkingen schriftelijk te kennen te geven aan de algemene vergadering, binnen één maand nadat een aangetekende brief met het met redenen omklede voorstel tot uitsluiting is verstuurd.

Indien hij daarom verzoekt in het geschrift dat zijn opmerkingen bevat, moet de Vennoot worden gehoord.

De beslissing tot uitsluiting moet overeenkomstig artikel 370 van het Wetboek van Vennootschappen met redenen worden omkleed en worden vastgesteld. Een eensluidend afschrift van de beslissing wordt binnen vijftien dagen door het bestuursorgaan bij een aangetekende brief aan de uitgesloten vennoot toegezonden.

De uitsluiting wordt overgeschreven in het Aandelenregister.

Artikel 18 – Aansprakelijkheid

De Vennoten staan slechts in voor de schulden van de vennootschap tot beloop van hun inbrengen.

Onder de vennoten bestaat er geen solidariteit, noch onverdeeldheid.

TITEL V – BESTUUR EN CONTROLE

Artikel 19 – Samenstelling en Bestuur

19.1 De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur die samengesteld is uit veertien (14) bestuurders die een college vormen, waaronder zeven (7) Bestuurders A en zeven (7) Bestuurders B.

De bestuurders worden benoemd voor een mandaat van 5 jaar, dat hernieuwbaar is. Zij kunnen op elk ogenblik worden afgezet, zonder opzegging noch vergoeding.

De mandaten van bestuurder worden kosteloos uitgeoefend.

19.2 Iedere bestuurder wordt benoemd door de algemene vergadering. De vzw Tentoonstellingspark van Brussel stelt voor minstens één van de mandaten van Bestuurder B een kandidaat voor. De Vennoten die een kandidaat voor een mandaat voordragen, brengen de andere Vennoten uiterlijk twee (2) weken vóór de algemene vergadering waarin de desbetreffende bestuurder moet worden benoemd, op de hoogte van de identiteit van de kandidaten.

Het recht om een bestuurder te vervangen komt toe aan de Vennoten van de overeenstemmende Categorie die de te vervangen bestuurder conform dit artikel aanvankelijk heeft voorgedragen.

19.3 Indien één of meerdere mandaten van Bestuurder A of B vrijkomen en indien een Bestuurder A of B gecoöpteerd moet worden, dient deze voorgedragen te worden door de bestuurders die behoren tot dezelfde categorie als de bestuurder wiens mandaat is vrijgekomen. De benoeming van de vervanger moet door de eerstvolgende algemene vergadering bevestigd worden.

Het mandaat van iedere niet herverkozen uittredende bestuurder stopt onmiddellijk na de algemene vergadering die beslist heeft over zijn vervanging.

19.4 Wanneer een rechtspersoon benoemd wordt tot bestuurder, duidt deze onder zijn vennoten, zaakvoerders, bestuurders, leden van de directieraad of werknemers, een vaste vertegenwoordiger aan die belast wordt met de uitvoering van deze opdracht in naam en voor rekening van de rechtspersoon.

Artikel 20 - Voorzitterschap - Secretaris.

De raad van bestuur verkiest onder zijn leden een Voorzitter en een Ondervoorzitter. Het voorzitterschap van de raad van bestuur wordt uitgeoefend door een Bestuurder A en het ondervoorzitterschap door een Bestuurder B.

De Voorzitter en Ondervoorzitter worden benoemd voor een mandaat van 5 jaar, dat hernieuwbaar is.

Indien de Voorzitter afwezig of verhinderd is, zit de Ondervoorzitter de vergadering van de raad van bestuur voor; als die er niet is, wordt de Voorzitter van de raad van bestuur vervangen door de oudste bestuurder van dezelfde categorie.

De raad van bestuur kan een secretaris benoemen, die al dan niet bestuurder is.

Artikel 21 - Vergaderingen - Bijeenroepingen

21.1 De raad van bestuur komt samen na bijeenroeping door de Voorzitter of de bestuurder die hem vervangt, telkens het belang van de vennootschap dit vereist.

21.2 Twee leden van de raad van bestuur kunnen de Voorzitter vragen de raad van bestuur bijeen te roepen om te beraadslagen over de agenda die zij bepalen. De Voorzitter is gebonden door de aanvragen die aldus tot hem gericht worden en moet binnen de vijf (5) werkdagen nadat hij deze aanvraag ontvangen heeft, overgaan tot de gevraagde bijeenroeping. Tevens moet hij de raad van bestuur onmiddellijk bijeenroepen om op korte termijn samen te komen, wanneer een onvoorziene gebeurtenis de raad van bestuur ertoe noopt maatregelen te nemen om te vermijden dat de vennootschap ernstige en dreigende schade zou oplopen.

21.3 Een bijeenroeping moet gebeuren uiterlijk vijf (5) werkdagen voor de raad van bestuur plaatsvindt en melding maken van de datum, het tijdstip en de plaats van de vergadering, alsook van de te behandelen onderwerpen, met dien verstande dat het mogelijk is om binnen een kortere termijn een vergadering bijeen te roepen, indien daartoe in verantwoorde spoedeisende gevallen beslist wordt. De tot de raad van bestuur gerichte documenten en schriftelijke presentaties moeten in de mate van het mogelijke uiterlijk twee (2) werkdagen voor de raad van bestuur plaatsvindt, bezorgd worden aan de bestuurders.

21.4 Iedere bestuurder mag een volmacht geven aan een andere bestuurder om hem te vertegenwoordigen op een vergadering van de raad van bestuur. Een bestuurder kan houder zijn van meerdere volmachten. Iedere stem uitgebracht door een bestuurder die een andere bestuurder vertegenwoordigt, zal meegeteld worden als een stem uitgebracht door de vertegenwoordigde bestuurder. Verder mag iedere vaste vertegenwoordiger van een tot bestuurder benoemde rechtspersoon een volmacht geven aan een andere natuurlijke persoon die is aangewezen onder de mandatarissen of het personeel van de rechtspersoon-bestuurder om hem te vertegenwoordigen op een vergadering van de raad van bestuur. Iedere stem uitgebracht door een persoon die de vaste

vertegenwoordiger van een rechtspersoon vertegenwoordigt, zal meegeteld worden als een stem uitgebracht door de rechtspersoon-bestuurder.

21.5 De bestuurders kunnen aan de vergaderingen van de raad van bestuur deelnemen door middel van telefoon, videoconferentie of soortgelijke communicatiemiddelen waardoor alle personen die aan de vergadering deelnemen, elkaar terzelfder tijd kunnen horen. De persoon die op die manier aan de vergadering deelneemt, wordt beschouwd hierop aanwezig te zijn.

Artikel 22 – Beraadslagingen van de raad van bestuur

22.1 De raad van bestuur kan maar beslissen wanneer minstens de helft van de bestuurders aanwezig of vertegenwoordigd is, waaronder minstens drie (3) Bestuurders A en drie (3) Bestuurders B.

22.2 Indien bij een vergadering van de raad van bestuur niet voldaan wordt aan het vereiste quorum en behalve in verantwoorde spoedeisende gevallen, wordt de vergadering, door middel van een bijeenroeping die de volgende werkdag wordt verstuurd, verdaagd naar de daaropvolgende week. Voor die nieuwe vergadering wordt het aanwezigheidsquorum vastgesteld op vier (4) bestuurders, waaronder minstens twee (2) Bestuurders A en twee (2) Bestuurders B.

22.3 Iedere bestuurder beschikt over één stem, behalve indien hij een volmacht heeft gekregen van één of meerdere bestuurder(s).

22.4 Onverminderd de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen, neemt de raad van bestuur zijn beslissingen bij eenvoudige meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders.

22.5 Niettegenstaande de artikelen 22.1, 22.2 en 22.4, moeten voor de volgende beslissingen van de raad van bestuur (i) minstens vier (4) Bestuurders A en vier (4) Bestuurders B aanwezig of vertegenwoordigd zijn en (ii) dienen deze beslissingen goedgekeurd te worden door een eenvoudige meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde Bestuurders A en door een eenvoudige meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde Bestuurders B:

- de erkenning van een Vennoot van Categorie B;
- de bepaling van het jaarbudget van de vennootschap;
- de delegatie van het dagelijks bestuur aan één van de Vennoten of aan één of meerdere van diens vertegenwoordigers;
- het aangaan van een schuld of een lening waarvan het hoofdbedrag gelijk is aan of hoger is dan een miljoen euro (1.000.000 EUR) en lager is dan vijf miljoen (5.000.000 EUR);
- het afsluiten van een overeenkomst die de vennootschap kan verbinden voor een bedrag van een miljoen euro (1.000.000 EUR) of meer en die het kader van de gewone bedrijfsvoering van de vennootschap overschrijdt.

22.6 Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter niet doorslaggevend.

22.7 In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, kunnen de beslissingen van de raad van bestuur worden genomen met eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders. Deze procedure kan niet worden toegepast bij de vaststelling van de jaarrekeningen.

Artikel 23 – Machten van de raad van bestuur

De raad van bestuur beschikt over de meest uitgebreide machten om alle daden te stellen die nodig of nuttig zijn om het maatschappelijk doel van de vennootschap te verwezenlijken, met uitzondering van die welke de wet of de statuten voorbehouden aan de algemene vergadering.

Artikel 24 - Dagelijks bestuur

24.1 De raad van bestuur kan, onder de quorum- en meerderheidsvoorwaarden bepaald in artikel 22.5, het dagelijks bestuur van de vennootschap en de vertegenwoordiging van de vennootschap wat dat bestuur aangaat, opdragen:

- ofwel aan één of meerdere leden die de titel van gedelegeerd bestuurder voeren;
- ofwel aan één of meerdere directeuren of lasthebbers gekozen buiten de leden van de raad van bestuur;
- ofwel aan één van de Vennoten of aan één of meerdere van diens vertegenwoordigers.

24.2 Het dagelijks bestuur omvat meer bepaald het nemen van de volgende beslissingen:

- iedere machtsdelegatie die betrekking heeft op verbintenissen voor een bedrag van minder dan 200.000 EUR en iedere substantiële wijziging of intrekking hiervan;
- iedere toekenning van waarborgen, zekerheden of voorrechten die betrekking hebben op een bedrag van minder dan 200.000 EUR;
- iedere verrichting van een investering van minder dan 200.000 EUR;
- iedere goedkeuring van uitgaven die de begrote bedragen overschrijden ten belope van minder dan 200.000 EUR;
- iedere overdracht van activa in het kader van de gebruikelijke verrichtingen alsook iedere overdracht van activa buiten de gebruikelijke courante verrichtingen, waaraan een bedrag gekoppeld is van minder dan 200.000 EUR;
- iedere aankoop of overdracht van een gebouw of onroerende rechten voor een bedrag van minder dan 200.000 EUR;
- het instellen van, het verweer in en het regelen van gedingen of geschillen die betrekking hebben op een bedrag van meer dan 200.000 EUR, met uitzondering van alle moeilijkheden, betwistingen of geschillen tussen de vennootschap en één van de Vennoten;
- iedere factoring of overdracht van schuldvorderingen voor een bedrag van minder dan 200.000 EUR;
- het sluiten van een contract (of verbintenis) voor een bedrag van minder dan 200.000 EUR per jaar;
- iedere aanwerving, ieder ontslag of iedere significante wijziging van de voorwaarden voor het aanwerven van een personeelslid van de vennootschap, uitgezonderd de algemeen en de financieel directeur.

24.3 Daarenboven kan de raad van bestuur aan elke mandataris bijzondere en beperkte machten delegeren.

24.4 De personen, al dan niet bestuurders, aan wie het dagelijks bestuur gedelegeerd is, kunnen op hun beurt aan elke mandataris bijzondere machten verlenen, maar dan wel binnen de perken van hun eigen gedelegeerde machten.

24.5 Indien er meerdere delegaties van het dagelijks bestuur of specifieke machtsdelegaties zijn verleend, stelt de raad van bestuur de respectievelijke bevoegdheden vast en bepaalt hij of de mandatarissen alleen of gezamenlijk kunnen optreden.

24.6 De raad kan de in de vorige alinea's vermelde personen op ieder ogenblik afzetten.

24.7 De raad bepaalt de bevoegdheden, de machten en de op de algemene kosten te verrekenen vaste of variabele vergoedingen van de gedelegeerde personen.

Artikel 25 - Vertegenwoordiging van de vennootschap

De vennootschap wordt vertegenwoordigd, ook in de akten en voor het gerecht (evenals voor de Raad van State):

- ofwel door twee bestuurders van verschillende categorieën die gezamenlijk optreden;
- ofwel, binnen de perken van het dagelijks bestuur en de machten die hen zijn opgedragen, door de persoon (personen) aan wie dit bestuur gedelegeerd is en die alleen of gezamenlijk optreedt (optreden), overeenkomstig de beslissing van de raad van bestuur. Indien de beslissing van de raad van bestuur hierover niets bepaalt, kan iedere persoon aan wie het dagelijks bestuur is gedelegeerd, alleen optreden;
- ofwel, binnen de perken van hun mandaat, door één of meerdere bijzondere mandatarissen, die alleen of gezamenlijk optreden, overeenkomstig de beslissing van de raad van bestuur. Indien de beslissing van de raad van bestuur hierover niets bepaalt, kan iedere bijzondere mandataris alleen optreden.

Deze vertegenwoordigers hoeven ten aanzien van derden een voorafgaande beslissing van de raad van bestuur niet te rechtvaardigen.

Artikel 26 - Bezoldiging

Het mandaat van bestuurder is onbezoldigd.

Artikel 27 - Controle.

27.1 De controle van de financiële toestand, van de jaarrekeningen en van de regelmatigheid in het licht van de wet en van de statuten, van de verrichtingen die in de jaarrekeningen moeten worden vastgesteld, wordt toevertrouwd aan één of meerdere commissaris-revisor(en).

De Algemene Vergadering wijst de commissaris-revisor(en) aan uit de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, voor een hernieuwbare termijn van drie jaar, die, behalve omwille van gegronde redenen, niet herroepbaar is.

De vennootschap is tevens onderworpen aan de controle van het Rekenhof. De jaarrekeningen van de vennootschap worden uiterlijk op 31 mei van het jaar dat volgt op het desbetreffende boekjaar, overgezonden aan het Hof. Het Rekenhof heeft doorlopend toegang tot de sociale, fiscale, financiële en boekhoudkundige gegevens van de vennootschap.

Het Rekenhof brengt de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het College van Burgemeester en Schepenen van de Stad Brussel onverwijld op de hoogte van alle onregelmatigheden. Het stelt ook het Brussels Hoofdstedelijk Parlement hiervan in kennis, op eigen initiatief of op vraag van het Parlement.

Het Rekenhof wordt ertoe gemachtigd om zich alle documenten en inlichtingen, van welke aard ook, over hoe de vennootschap haar maatschappelijk doel uitoefent, te doen verstrekken.

27.2 De Brusselse Hoofdstedelijke Regering benoemt bij NEO twee Regeringscommissarissen, één op voordracht van de Minister-President en één op voordracht van de Minister bevoegd voor Begroting.

De Regeringscommissarissen wonen de zittingen bij van de algemene vergaderingen alsook die van de Raad van Bestuur; zij hebben er een raadgevende stem.

Zij dienen tijdig op de hoogte gesteld te worden van plaats en uur van de vergaderingen van deze organen en zij moeten de agenda, verslagen en werkdocumenten van deze vergaderingen ontvangen.

De Regeringscommissarissen zien elkeen toe op de naleving van de wet en van deze statuten.

De Regeringscommissarissen hebben het recht op elk ogenblik kennis te nemen van de stand van zaken en de juistheid van de geschriften en van de kas na te gaan.

Zij hebben het grootst mogelijke onderzoeksrecht. Zij mogen elk document raadplegen en iedere ten laste van NEO bezoldigde persoon ondervragen.

Zij kunnen van de bestuurders alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die zij nodig achten voor de uitvoering van hun mandaat.

Iedere Regeringscommissaris kan binnen een termijn van vier dagen bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een beroep tot vernietiging indienen tegen elke beslissing waarvan hij vindt dat zij indruist tegen de wet of tegen de statuten van de vennootschap.

Deze termijn gaat in op de dag van de vergadering tijdens de welke de beslissing genomen is, voor zover de Regeringscommissaris daartoe regelmatig opgeroepen is en, in het tegengestelde geval, op de dag dat hij ervan kennis heeft gekregen. Het beroep is opschortend.

Gelijktijdig met de indiening van het beroep, stuurt hij een kopie hiervan aan de voorzitter van de raad van bestuur van NEO en aan het College van de Stad Brussel, dat beschikt over acht dagen om zijn advies aan de Regering mee te delen. De Stad en de Regering maken gebruik van die termijn van acht dagen om, indien mogelijk, tot een gemeenschappelijk standpunt te komen.

Indien de Regering, binnen een termijn van vijf dagen na ontvangst van het advies van de Stad (of, bij ontstentenis hiervan, binnen een termijn van dertien dagen te rekenen vanaf de dag nadat het beroep is ingediend), de nietigverklaring niet heeft uitgesproken, wordt de beslissing definitief. De Regering deelt de nietigverklaring mee aan de raad van bestuur.

Zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen komen in de termijnen niet in aanmerking.

De mandaten van Regeringscommissaris zijn onbezoldigd.

TITEL VI - ALGEMENE VERGADERING

Artikel 28 – Samenstelling en bevoegdheden

De algemene vergadering is samengesteld uit alle Vennoten.

Haar beslissingen zijn bindend voor allen, zelfs voor de afwezigen of dissidenten.

Zij bezit de bevoegdheden die haar zijn toegekend door de wet en deze statuten, voor zover daarvan niet afgeweken wordt door of krachtens een ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Zij is als enige gerechtigd om wijzigingen aan te brengen aan de statuten. De statutaire wijzigingen hebben echter pas uitwerking, nadat zij zowel door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering als door de Gemeenteraad van de Stad Brussel zijn goedgekeurd, met dien verstande dat de Vennoten verplicht zijn elke wijziging van de statuten ter goedkeuring voor te leggen aan respectievelijk de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Gemeenteraad van de Stad Brussel en dit binnen een termijn van twee maanden volgend op de goedkeuring van voormelde wijzigingen door de algemene vergadering van de vennootschap.

Zij is als enige gerechtigd om de bestuurders te benoemen, hen af te zetten, akte te nemen van hun ontslag en hen kwijting van hun bestuur te verlenen en om de jaarrekeningen goed te keuren.

Artikel 29 – Vergaderingen en bijeenroepingen

De vergaderingen komen bijeen op de maatschappelijke zetel of op de plaats die in de bijeenroeping wordt aangeduid, op initiatief van de raad van bestuur. Iedere persoon kan verzaken aan deze bijeenroeping en zal in ieder geval worden beschouwd als regelmatig te zijn bijeengeroepen indien hij op de vergadering aanwezig is of wordt vertegenwoordigd.

De vergadering wordt, telkens het belang van de vennootschap dit vereist, door de raad van bestuur bijeengeroepen door middel van een gewone door de Voorzitter van de raad van bestuur ondertekende brief die minstens vijftien dagen vóór de datum van de vergadering verzonden wordt.

Zij moet éénmaal per jaar bijeengeroepen worden, binnen een termijn van vijf maanden na de afsluiting van het boekjaar en dit op de plaats, de dag en het uur bepaald door de raad van bestuur, om te beslissen over de jaarrekeningen en de kwijting.

Behoudens tegengestelde beslissing van de raad van bestuur, komt deze vergadering van rechtswege elk jaar samen op de eerste dinsdag van de maand juni.

Als deze dag een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, vindt de vergadering plaats op de eerstvolgende werkdag.

Zij moet eveneens bijeengeroepen worden binnen de maand nadat zij is aangevraagd op verzoek van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de Stad Brussel.

Artikel 30 – Stemrecht

30.1 Ieder Aandeel dat het vaste gedeelte van het kapitaal vertegenwoordigt, geeft recht op één stem, zodat de stemrechten in de algemene vergadering van de vennootschap voor de helft verdeeld zijn over de Vennoot van Categorie A en voor de helft over de Vennoten van Categorie B.

Aan de Aandelen die het veranderlijke gedeelte van het kapitaal vertegenwoordigen, is geen stemrecht in de algemene vergadering van de Vennoten verbonden. Hieraan is enkel een raadgevende stem gekoppeld.

De verdeling van de stemrechten onder de Vennoten van Categorie B wordt bepaald *in verhouding tot* het aantal Aandelen van Categorie B dat eenieder van hen in bezit heeft en die het vaste gedeelte van het kapitaal vertegenwoordigen.

30.2 Het stemrecht verbonden aan de aandelen waarvan de opeisbare stortingen niet zijn uitgevoerd, wordt samen met het recht op het dividend opgeschort.

30.3 De gemeenteraad van de Stad Brussel wijst bij het begin van iedere gemeentelijke legislatuur de persoon (of personen) aan die ermee belast wordt (worden) vóór iedere algemene vergadering van de vennootschap het gemeenteraadslid aan te wijzen dat de Stad Brussel op de algemene vergadering in kwestie zal vertegenwoordigen.

De algemene vergadering van de vzw Tentoonstellingspark van Brussel wijst bij het begin van iedere gemeentelijke legislatuur de persoon (of personen) aan die ermee belast wordt (worden) vóór iedere algemene vergadering van de vennootschap de afgevaardigde aan te wijzen die de vzw Tentoonstellingspark van Brussel op de algemene vergadering in kwestie zal vertegenwoordigen.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering wijst bij het begin van iedere gewestelijke legislatuur de persoon (of personen) aan die ermee belast wordt (worden) vóór iedere algemene vergadering van de vennootschap de afgevaardigde aan te wijzen die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op de algemene vergadering in kwestie zal vertegenwoordigen

Artikel 31 - Vertegenwoordiging

Elke Vennoot kan, op voorwaarde dat hij de formaliteiten heeft vervuld om tot de vergadering te worden toegelaten, aan iedere andere persoon, al dan niet vennoot, door alle middelen van overdracht, een schriftelijke volmacht geven om hem te vertegenwoordigen op een vergadering en daar in zijn plaats te stemmen.

Artikel 32 - Bureau

De vergadering wordt voorgezeten door de Voorzitter van de raad van bestuur.

De Ondervoorzitter van de raad van bestuur is lid van het bureau.

De voorzitter kan een secretaris aanwijzen.

De vergadering kan, onder haar leden, één of meerdere stemmentellers kiezen.

Artikel 33 – Beraadslagingen van de algemene vergadering

33.1 De algemene vergadering kan maar geldig beraadslagen en beslissen als minstens vijfenzeventig procent (75%) van de Aandelen die het vaste gedeelte van het kapitaal vertegenwoordigen, aanwezig of vertegenwoordigd is.

33.2 Indien op een eerste vergadering het voormelde quorum van vijfenzeventig procent (75%) niet is bereikt, moet een nieuwe algemene vergadering met dezelfde agenda bijeengeroepen worden en deze nieuwe algemene vergadering kan dan wel geldig beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde Aandelen die het vaste gedeelte van het kapitaal vertegenwoordigen.

33.3 Onverminderd elke striktere bepaling die opgelegd is door de wet of deze statuten, worden de beslissingen van de algemene vergadering van de Vennoten geldig goedgekeurd bij een eenvoudige meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

33.4 Niettegenstaande de artikelen 33.1, 33.2 en 33.3 en onder voorbehoud van de striktere quorums en meerderheden die vereist worden door de wet of de ordonnantie van [**], moet voor de volgende beslissingen van de algemene vergadering (i) minstens vijfenzeventig procent (75%) van elke Categorie Aandelen die het vaste gedeelte van het kapitaal vertegenwoordigen, op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn en (ii) dienen deze beslissingen door de aanwezige of vertegenwoordigde Vennoten met een drie vierde meerderheid van de stemmen goedgekeurd te worden:

- de verkoop, de fusie, de splitsing of enige andere vorm van overdracht van het hele vermogen van de vennootschap; en
- de wijziging van de statuten (met inbegrip van maar zonder beperking de wijziging van de rechtsvorm of het maatschappelijk doel van de vennootschap, met dien verstande dat elke wijziging van deze statuten pas uitwerking zal hebben nadat zij is goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Gemeenteraad van de Stad Brussel; en
- het aangaan van een schuld of een lening waarvan het hoofdbedrag gelijk is aan of hoger is dan vijf miljoen (5.000.000) EUR.

Artikel 34: Algemene vergadering via schriftelijke procedure – Elektronische beraadslagingen

34.1 De Vennoten kunnen, binnen de wettelijke grenzen, eenparig en schriftelijk alle beslissingen nemen die tot de bevoegdheid van de algemene vergadering behoren.

34.2 De beraadslagingen kunnen plaatsvinden langs elektronische weg, in het bijzonder als de agendapunten slechts een beperkt of louter formeel debat vergen, en als alle Vennoten hier vooraf mee instemmen. De Vennoten kunnen gebruik maken van om het even welk vocaal (telefoonconferentie), visueel (videoconferentie) of schriftelijk communicatiemiddel (bespreking via een beveiligd intern of extern platform of via het uitwisselen van e-mails door alle leden die op hetzelfde ogenblik aangesloten zijn op eenzelfde berichtensysteem), op voorwaarde dat deze middelen toelaten zich te vergewissen van de identiteit van de beraadslagende. Elke Vennoot kan zich laten vertegenwoordigen door een andere Vennoot of door om het even welke andere persoon. Hij dient de Voorzitter (via post, fax of e-mail) een kopie van de ondertekende volmacht te bezorgen. De beraadslagingen vinden rechtstreeks en doorlopend plaats. Ieder incident dat het verloop van deze beraadslagingen verstoort, wordt vermeld in het verslag.

De secretaris stelt een verslag op. De leden van het bureau bekrachtigen dit verslag op de volgende algemene vergadering waarop zij in persoon aanwezig zijn en uiterlijk op de algemene vergadering die beslist over de goedkeuring van de jaarrekeningen. De algemene vergadering die beslist over de goedkeuring van de jaarrekeningen en de kwijting van de bestuurders, alsook iedere buitengewone algemene vergadering die moet beslissen over een wijziging van de statuten, vindt plaats in de vorm van een fysieke bijeenkomst van de leden, zonder dat afbreuk wordt gedaan aan hun recht zich te laten vertegenwoordigen.

Artikel 35 – Notulen

De notulen van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de leden van het bureau en door de Vennoten die hierom verzoeken.

De uittreksels of afschriften die bij een rechtspleging of elders moeten worden voorgelegd, worden ondertekend door een bestuurder.

Artikel 36 – Verdaging

Elke gewone of buitengewone algemene vergadering kan tijdens de zitting met hoogstens drie weken verdaagd worden door de raad van bestuur.

De tweede vergadering beraadslaagt over dezelfde agenda en kan niet verdaagd worden.

TITEL VII - BOEKJAAR - JAARREKENINGEN

Artikel 37 – Vennootschapsdocumenten

Het boekjaar begint op [1 januari] van ieder kalenderjaar en eindigt op [31 december] van datzelfde kalenderjaar.

Ieder jaar maakt de raad van bestuur de inventaris op en stelt zij de jaarrekeningen vast. Deze bevatten de balans, de resultatenrekening en de toelichting.

Artikel 38- Uitkering

Van het nettoresultaat, zoals dat blijkt uit de jaarrekeningen, wordt minstens vijf procent voorafgenomen om de wettelijke reserve aan te leggen. De verplichting tot deze voorafneming houdt op wanneer het reservefonds één tiende van het kapitaal heeft bereikt; zij wordt opnieuw verplicht indien de wettelijke reserve aangesproken wordt.

Het saldo krijgt de bestemming die de algemene vergadering het zal geven bij meerderheid der stemmen, op voorstel van de raad van bestuur, met inachtneming van de wet.

Indien de algemene vergadering beslist over te gaan tot een uitkering van winsten, worden deze aan iedere Vennoot toegewezen in *verhouding* tot zijn deelneming in het kapitaal.

Geen uitkering mag geschieden indien op de datum van de afsluiting van het laatste boekjaar het netto-actief, zoals dat blijkt uit de jaarrekeningen, is gedaald of ten gevolge van de uitkering zou dalen beneden het bedrag van het gestorte, of indien dit hoger is, van het opgevraagde kapitaal, vermeerderd met alle reserves die volgens de wet of de statuten niet mogen worden uitgekeerd.

De dividenden worden betaald op de datum en de locatie die door de raad van bestuur worden vastgesteld.

TITEL VIII- ONTBINDING, VEREFFENING

Artikel 39 - Ontbinding

De vennootschap kan enkel vroegtijdig worden ontbonden bij beslissing van de algemene vergadering genomen overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 33.4. De beslissing van de algemene

vergadering heeft pas uitwerking nadat zij goedgekeurd is door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Gemeenteraad van de Stad Brussel. De beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering regelt de wijze en de voorwaarden van de ontbinding van de vennootschap.

Alle andere oorzaken van ontbinding, met inbegrip van die waarin voorzien is in de artikelen 431 en 432 van het Wetboek van Vennootschappen, zijn niet van toepassing.

TITEL VII: ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 40: Gerechtelijke bevoegdheid

Voor alle geschillen tussen de vennootschap, haar vennoten, obligatiehouders, houders van effecten uitgegeven met medewerking van de vennootschap, bestuurders, commissaris-revisoren en vereffenaars in verband met aangelegenheden van de vennootschap en de uitvoering van deze statuten, zijn uitsluitend de Rechtbanken van de maatschappelijke zetel bevoegd, tenzij de vennootschap er uitdrukkelijk aan verzaakt.

Artikel 41: Gemeenrecht

De bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen waarvan niet uitdrukkelijk wordt afgeweken door deze statuten of de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goedgekeurde organieke ordonnantie, worden geacht in deze statuten te zijn opgenomen.

TITEL VIII: OVERGANGSBEPALINGEN

I ALGEMENE VERGADERING

De comparanten verklaren thans eenparig de volgende beslissingen te nemen die uitwerking zullen hebben, zodra een uittreksel van de oprichtingsakte van de vennootschap is neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel.

1) Afsluiting van het eerste boekjaar.

Het eerste boekjaar zal uitzonderlijk beginnen op de datum van de neerlegging van een uittreksel van de oprichtingsakte van de vennootschap op de griffie van de rechtbank van koophandel en zal eindigen op eenendertig december 2015.

2) Eerste Vergadering.

De eerste algemene vergadering wordt vastgesteld op dinsdag 7 juni 2016.

3) Bestuurders.

Het aantal bestuurders wordt vastgesteld op veertien (14).

Tot deze functie worden benoemd:

Voor de Bestuurders A:

- 1) Mijnheer NICOLAS Stéphane Philippe M., wonende te Ukkel, Beeckmanstraat, 52, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 67.08.31-017.31.
- 2) Mijnheer VANDENABEELE Geert Peter Altbertina, wonende te Scharbeek, Rogierlaan 86, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 720309-275-18
- 3) Mijnheer CORNELIS Stefan, wonende te Ukkel, Gatti de Gamondstraat, 251/2.

- 4) Mijnheer ERBUER Merlijn wonende te 1020 Brussel, Edmond Tollenaerstraat 56 bus17, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 82.03.01-365.87
- 5) Mijnheer CRAHAY Antoine Jean Albert, wonende te 1000 Brussels Fabriekenstraat 34, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 770204-065.88
- 6) Mijnheer GUENNED Abbes wonende te 1150 Brussel Tervurenlaan ,227/12, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 581127-375-13.
- 7) Mijnheer GOLDSTEIN Yves, wonende te 1030 Brussel Huart-Hamoirlaan,101, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 780116-201.91.

Voor de Bestuurders B:

- 8) Mijnheer DINEUR Henri, wonende te Sint Gillis Waterlooosteenweg, 326, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 70.10.22-357.38
- 9) Mijnheer CLOSE Philippe, wonende te 1000 Brussel, Fabriekenstraat 59, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 59 71.03.18-045.54
- 10) Mijnheer DELFORGE Gilles, wonende te 1050 Brussel Général Médecin Derachelaan 153, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 75.06.21-255.83
- 11) Mevrouw PERSOONS Ans, wonende te 1000 Brussels Dixmudelaan 49, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 79.04.30-214.88
- 12) Mijnheer DE SMEDT Dirk Raymond Maria, wonende te 1000 Brussel à Maurice Lemmonierlaan 22/5, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 750529-197-58.
- 13) Mevrouw ISSI Vanessa wonende te 1000 Brussel Vleurgatsteenwe 184, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 70.05.23-062.74 en
- 14) Mijnheer DHONDT Bernard Arthur, wonende te 1050 Brussel Franklin Rooseveltlaan 32/13, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 47.11.09-087.38

Zij zullen hun mandaat uitoefenen tot aan de algemene vergadering die de rekeningen moet goedkeuren van het boekjaar, afgesloten op 31 december 2015.

4) Commissaris.

Commissaris van de vennootschap zal benoemt worden op de volgende algemeen vergadering.

5) Regeringscommissarissen

Worden benoemd als regeringscommissaris van de Vennootschap:

- Op vertoon van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: Mevrouw Waknine Bety, wonende in Vorst Molièrelaan, 54, in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 78.07.04-232.74.

- Op vertoon van de minister van Begroting: Mr REINHARD Tom Gustav Hugo Frans, wonende te 1190 Brussel Koningslaan, 228 in het Rijksregister ingeschreven onder nummer 80.01.08-189.94.

4) Overname van de verbintenissen aangegaan in naam van de vennootschap in oprichting

Ondergetekende notaris vestigt de aandacht van de comparanten erop dat de vennootschap de verbintenissen moet overnemen die zijn aangegaan in naam van de vennootschap in oprichting, vooraleer zij rechtspersoonlijkheid bezit, binnen de twee maanden na de neerlegging van de oprichtingsakte op de griffie van de rechtbank van koophandel.

[5] Bijzonder mandaat

Mijnheer Thomas Simon, elk individueel optredend, met recht van indeplaatsstelling, worden aangewezen als *ad hoc* mandataris van de vennootschap, om alle documenten te ondertekenen en de nodige formaliteiten te vervullen om de vennootschap als handelsonderneming in te schrijven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, haar inschrijving in het BTW-register aan te vragen, haar aan te sluiten bij een sociaal verzekeringsfonds en om haar, indien nodig, te registreren bij alle andere administraties.

Met het oog hierop heeft de *ad hoc* mandataris de bevoegdheid om de vennootschap te vertegenwoordigen bij een ondernemingsloket, bij de BTW-administratie, bij een sociaal verzekeringsfonds en bij alle andere administraties; hij kan alle verbintenissen aangaan in naam van de vennootschap, alle nodige verklaringen afleggen, alle documenten ondertekenen en in het algemeen alles doen wat nuttig en noodzakelijk is voor de uitvoering van het mandaat waarmee hij belast is.